

VILLE DE NOISY LE SEC

# Triangle Ouest

RUE DE PARIS / AVENUE GALLIENI



## MAITRISE D'OUVRAGE

LINKCITY ILE DE FRANCE  
CHALLENGER - 1 AVENUE EUGENE FREYSSINET  
78280 GUYANCOURT

## MAITRE D'OEUVRE

CASTRO DENISSOF ASSOCIES  
32 BOULEVARD DE  
MENILMONTANT  
75020 PARIS

## B.E.T. STRUCTURE

BOUYGUES BATIMENT ILE DE  
FRANCE - HABITAT SOCIAL  
CHALLENGER - 1 AVENUE  
EUGENE FREYSSINET  
78280 GUYANCOURT

## PAYSAGISTE

LAND'ACT  
47 RUE JULES GUESDE  
92300 LEVALLOIS

## B.E.T. FLUIDES & ENVIRONNEMENT

PROJEX / DIAGOBAT  
13 RUE DE LA PERDRIX  
95957 ROISSY CHARLES DE GAULLE

## BUREAU DE CONTROLE

BTP CONSULTANTS  
202 QUAI DE CLICHY  
92110 CLICHY

Imprimé de demande d'autorisation de construire

# PERMIS DE CONSTRUIRE

Date:  
19/04/2019

Echelle

## ERP-1

Modifications

Dates Indice







**Demande d'autorisation de construire, d'aménager  
ou de modifier un établissement recevant du public (ERP)  
Cette demande vaut également demande d'approbation  
d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)**



**pour un seul ERP sur une, deux ou trois années : Oui ☐ Non ☒**

Articles L. 111-8 et D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation

- Cadres 1 à 3** informations nécessaires à l'instruction de l'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public
- Cadre 4** informations nécessaires à la vérification de la conformité aux règles de sécurité et d'accessibilité en application de l'article R. 111-19-17, R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation
- Cadre 5** Informations nécessaires à l'instruction des dérogations ou modalités particulières d'application des règles de sécurité ou d'accessibilité
- Cadre 6** informations nécessaires à l'instruction de l'Agenda d'accessibilité programmée
- Cadre 7** engagement du demandeur

**Vous pouvez utiliser ce formulaire si :**

- vous souhaitez construire, aménager ou modifier un établissement recevant de public
- et votre projet n'est soumis ni à un permis de construire ni à un permis d'aménager
- et le cas échéant, demander l'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap) pour la mise en accessibilité de votre établissement sur une, deux ou trois années

**Cette demande vous permet d'accomplir les formalités nécessaires**

**CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION**

N° de l'autorisation

AT

Le cas échéant, n° de la déclaration préalable<sup>1</sup> effectuée au titre du code de l'urbanisme :

Date de dépôt en mairie :

**1 - Identité du demandeur.** Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et, dans le cas d'une co-signature par plusieurs personnes physiques ou morales d'une demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée, le chef de file du suivi du dossier

*Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre <sup>(1)</sup>*

**Vous êtes un particulier**

**Madame** ☐

**Monsieur** ☐

Nom : ..... Prénom : ..... Date de naissance :

**Vous êtes une personne morale**

Raison sociale et dénomination : LINKCITY IDF .....

N° Siret :

**Représentant de la personne morale :** **Madame** ☒ **Monsieur** ☐

Nom : NOUVEAU ..... Prénom : Charlotte ..... Date de naissance à défaut de N° Siret :

**2 - Coordonnées des ou du demandeur(s)** *Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre <sup>2</sup>*

**Adresse** Numéro : 1 ..... Voie : Avenue Eugène Freyssinet - CHALLENGER .....

Lieu-dit : ..... Localité : GUYANCOURT .....

Code postal       BP     cedex

**Si le demandeur habite à l'étranger :** Pays : ..... Division territoriale : .....

**Téléphone fixe :**                 **Portable :**

Indicatif si pays étranger :     Courriel : ..... c.nouveau @ linkcity.com .....

<sup>1</sup> Votre projet peut également être soumis au respect de la réglementation de l'urbanisme et nécessiter l'obtention d'une déclaration préalable notamment s'il entraîne un changement de destination du bâtiment, modifie des structures porteuses ou le volume d'une construction existante. Si une déclaration préalable est nécessaire, elle sera instruite en parallèle de la présente autorisation.  
<sup>2</sup> Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessus. Une copie des décisions concernant les autorisations de travaux sera adressée aux autres demandeurs, lesquels seront co-titulaires de l'autorisation.

## 3 - Auteur du projet ou maître d'œuvre

Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☒

Nom : ..... Prénom : .....

Et/ou : .....

Raison sociale et dénomination de la personne morale, le cas échéant : CASTRO DENISSOF ASSOCIES

N° Siret : 7 4 9 9 3 1 9 1 1 0 0 0 1 2

Adresse Numéro : 32 Voie : Boulevard Ménilmontant

Lieu-dit : ..... Localité : Paris

Code postal 7 5 0 2 0 BP ..... cedex .....

Si le maître d'oeuvre habite à l'étranger/ Pays : ..... Division territoriale : .....

Téléphone fixe : 0 1 4 3 1 5 1 5 4 3 Téléphone portable : .....

Indicatif si pays étranger : ..... Courriel : ..... atelier@castro-denissof.com

☐ Je souhaite que les courriers de l'administration (autres que les décisions) lui soient adressés

## 4 - Le projet

## 4.1 - Adresse du terrain

Nom de l'établissement : .....

Numéro : 75b-85 Voie : Avenue Gallieni / 170-178 Rue de Paris

Lieu-dit : ..... Localité : NOISY LE SEC

Code postal 9 3 1 3 0 BP ..... cedex .....

N° de section(s) cadastrale(s) : ..... N° de parcelle (s) : C23, 24, 25, 26, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 189, 191, 193

## 4.2 - Activité

**AVANT TRAVAUX**, le cas échéant :

Activité principale exercée dans l'établissement (par étage(s)) :

.....  
 .....  
 .....  
 .....

Activité(s) annexe(s) ou secondaire(s) (par étage(s)) :

.....  
 .....  
 .....  
 .....

**Classement sécurité incendie de l'ERP :**

(Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R.123-19 du code de la construction et de l'habitation)

.....  
 .....  
 .....  
 .....

Identité de l'exploitant (s'il est connu au moment du projet) :

.....  
 .....  
 .....  
 .....

**APRÈS TRAVAUX :**

Activité principale (par étage(s)) :

RdC/R+1 - Commerce : Restaurant/Bowling  
 RdC - Maison d'Assistants Maternelles  
 RdC à R+9 - RHVS  
 Sous-Sol - Parc de stationnement

Activité(s) annexe(s) (par étage(s)) :

.....  
 .....  
 .....  
 .....

**Proposition de classement sécurité incendie de l'ERP :**

(Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R.123-19 du code de la construction et de l'habitation)

Commerce : ERP type P et N de 3e catégorie  
 MAM : ERP de type R  
 RHVS : ERP de type O avec activité N  
 Parc de stationnement : type PS

Identité de l'exploitant :

.....  
 .....  
 .....  
 .....

*Veuillez compléter sur papier libre, si nécessaire.*



**4.3 – Nature des travaux** (plusieurs cases possibles)

- ☒ Construction neuve  
☐ Travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité  
☐ Extension  
☐ Réhabilitation  
☐ Travaux d'aménagement (remplacement de revêtements, rénovation électrique, création d'une rampe, par exemple)  
☐ Création de volumes nouveaux dans des volumes existants (modification du cloisonnement, par exemple)

Surface de plancher avant travaux : ..... Surface de plancher après travaux : .....

☐ Modification des accès en façade

Le cas échéant, si toute présente demande ne vaut pas demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée, préciser si ces travaux mettent en oeuvre des engagements d'un Ad'ap déposé antérieurement.

- ☐ Oui : Ad'AP n° ..... validé le : .....  
☐ Non

Cette demande fait l'objet d'une déclaration ou autorisation au titre du code de l'environnement (produits dangereux stockés ou utilisés) : Oui ☐ Non ☒

**4.4 – Effectif**

Effectif maximum susceptible d'être admis même temporairement par niveau (suivant le calcul réglementaire défini par le règlement incendie) en indiquant les principaux locaux accessibles au public et les taux d'occupation

	Types de locaux (local / taux d'occupation)	Public	Personnel	TOTAL
Sous-sol				
Rez-de-chaussée				
1 <sup>er</sup> étage	Tableaux en annexe			
2 <sup>e</sup> étage				
3 <sup>e</sup> étage				
Effectif cumulé				

veuillez joindre une note annexe si le projet le nécessite (nombre d'étages supérieur à 3, présence d'une mezzanines, etc)

**4.5 - Stationnement**

Stationnement couvert ☐ Parcs de stationnement intégrés ☒ ou isolés ☐

Si parc existant, préciser son année de permis de construire (PC) initial : .....

	Avant réalisation du projet	Après réalisation du projet
Nombre de places de stationnement		30
Dont nombre de places réservées aux personnes handicapées		2

**5 - Dérogations et/ou adaptations mineures****5.1 - Dérogations**

Ce projet comporte une demande de dérogation :

- ☒ Au titre de la sécurité incendie (Article R.123-13 du CCH) : Nombre de dérogations demandées : 1 .....

Chaque demande doit faire l'objet d'une fiche détaillée rédigée sur papier libre indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (référence article et libellé), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et leur justification (motivation et mesures compensatoires proposées)

- ☐ Au titre de l'accessibilité (Article R. 111-19-10 du CCH) : Nombre de dérogations demandées : .....

Chaque demande doit faire l'objet d'une fiche détaillée rédigée sur papier libre indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (référence article et libellé), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et leur justification (motivation et mesures de substitution proposées pour les ERP exerçant une mission de service public)

**5.2 - Modalités particulières d'application**

- ☐ Le projet présente des contraintes liées à la structure du bâtiment qui justifient des modalités d'application particulières telles que définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 IV du Code de la construction et de l'habitation

(veuillez expliciter les adaptations prévus et les contraintes structurelles dont elles découlent)

Veuillez joindre une note annexe si le projet le nécessite

.....  
 .....  
 .....  
 .....

## 6 - Agenda d'accessibilité programmée

Ce projet comporte une demande d'Agenda d'accessibilité programmée sur une, deux ou trois années

Avez-vous antérieurement bénéficié d'une prorogation du délai de dépôt au titre d'une situation financière délicate ou suite à un refus d'un premier agenda? (Article L. 111-7-6 du code de la construction et de l'habitation)

☐ Oui ☐ Non

Si oui, veuillez joindre l'arrêté préfectoral correspondant

**6-1 Situation de votre établissement à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur** définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 du code de la construction et de l'habitation  
(Parties de l'établissement accessibles, parties restant à mettre en accessibilité, dérogations obtenues...)

Veuillez joindre une note annexe si le projet le nécessite

### 6-2 Chiffrage et calendrier détaillés de la mise en accessibilité de l'établissement

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'établissement sont les travaux définis dans la notice descriptive d'accessibilité (Article R. 111-19-19 CCH, pièce n° 10 du bordereau de dépôt des pièces à joindre), ainsi que l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, etc., et les autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public (signalétique)

Actions de mise en accessibilité programmées	Date de début (semestre, mois, ...)	Date de fin (semestre, mois, ...)	Coût prévisionnel

Veuillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité.

Coût de la mise en accessibilité	
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Total	

## 7 - Engagement du ou des demandeur(s)

J'atteste avoir qualifié pour demander cette autorisation :

Je (nous) soussigné(és), auteur(s) de la demande, certifie(ions) exacts les renseignements qui y sont contenus.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier et par les chapitres II et III du titre II du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment celles concernant l'accessibilité et la sécurité incendie et m'engage à respecter les règles du code de la construction et de l'habitation relatives à la solidité et à la sécurité des personnes.

à GUYANCOURT

Le : 09/04/2019

  
**LINKCITY ILE-DE-FRANCE SAS**  
 SAS au capital de 1 000 000 €  
 Challenger - 1 avenue Eugène Freyssinet  
 78280 GUYANCOURT  
 Tél. : 01 30 60 48 59  
 343 183 331 RCS Versailles - IE FR 56 343 183 331

Signature du (des) demandeur(s)

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐  
 Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant lorsqu'ils ne portent pas atteinte à la recherche d'infractions fiscales et la possibilité de rectification sous réserve des procédures prévues au code général des impôts et au Livre des procédures fiscales. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.





## Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un Etablissement recevant du public et à la demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée le cas échéant

*Veuillez cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reporter le numéro correspondant sur la pièce joint.*

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la commission de sécurité et d'accessibilité pourra lui demander des pièces complémentaires si la compréhension du projet le nécessite.

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> Imprimé de demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public et de demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée le cas échéant	1	4
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de situation	2	4

### 1 - Dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles de sécurité incendie

(Art. R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation)

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> Une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité, et notamment : • les matériaux utilisés pour le gros œuvre, la décoration et les aménagements intérieurs • la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap	3	3
<input checked="" type="checkbox"/> Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir : • les conditions d'accessibilité des engins de secours • les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers • la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers	4	3
<input checked="" type="checkbox"/> Des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment, faisant apparaître notamment : • les largeurs des passages affectés à la circulation du public tels que les dégagements, escaliers, sorties • la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap • les caractéristiques des éventuels espaces d'attente sécurisés	5	3
<input checked="" type="checkbox"/> La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification	6	3

N. B. : les documents de détail intéressant les installations techniques doivent pouvoir être fournis par le constructeur ou l'exploitant avant le début des travaux portant sur ces installations ; ils sont alors communiqués à la commission de sécurité

### 2 - Dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles d'accessibilité

(Arrêté du 11 septembre 2007 DEVU0763039A) (PC 39 ou PA 50)

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> Plan côté dans les trois dimensions (longueur, largeur, hauteur), à une échelle adaptée, précisant : • les cheminements extérieurs (fonctions, largeurs, pentes, dévers, éclairage, solutions techniques pour assurer le guidage, le repérage, ...) • les raccordements (voirie/parties extérieures de l'établissement ; parties extérieures/parties intérieures du ou des bâtiments constituant l'établissement) • les circuits destinés aux piétons et aux véhicules (liaison accès au terrain/voie interne/places de stationnement adaptées/circulations piétonnes/entrée de l'établissement) • les espaces de manœuvre, de retournement et de repos extérieurs • les pentes des plans inclinés et les dévers de cheminement	7	3



<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Plan côté dans les trois dimensions (longueur, largeur, hauteur), à une échelle adaptée, pour chaque niveau et pour chaque bâtiment précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les circulations intérieures horizontales et verticales (fonctions, largeurs, pentes, dévers ...)</li> <li>• Les aires de stationnement</li> <li>• Les locaux sanitaires destinés au public</li> <li>• Le sens d'ouverture des portes et leur espace de débatement</li> <li>• Les espaces d'usage, de manœuvre, de retournement et de repos intérieurs</li> <li>• L'emplacement des appareils sanitaires et leurs accessoires obligatoires</li> <li>• Les places de stationnements réservées aux personnes handicapées et la mention du taux de ces places</li> <li>• Cas particuliers des ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie situés dans un cadre bâti existant et des IOP existantes : Délimitation de la partie de bâtiment accessible aux personnes handicapées et indications permettant de s'assurer que les prestations sont accessibles dans cette partie.</li> </ul>	8	3
<input type="checkbox"/>	Plans avant travaux s'il s'agit d'un bâtiment existant	9	3
<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Notice descriptive présentant les points suivants pour expliquer comment le projet prend en compte l'accessibilité (Art. R. 111-19-19 CCH) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dimensions des locaux ouverts aux usagers de l'établissement</li> <li>• Caractéristiques fonctionnelles et dimensionnelles des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public</li> <li>• Nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds</li> <li>• Traitement acoustique des espaces</li> <li>• Dispositif d'éclairage des parties communes et, le cas échéant, niveaux d'éclairage et moyens éventuels d'extinction progressive des luminaires</li> </ul> <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation recevant du public assis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Emplacements accessibles aux personnes en fauteuil roulant : nombre, taux par rapport au nombre total de places assises, localisation, cheminements permettant d'y accéder depuis l'entrée de l'établissement</li> <li>• Dans le cas d'un établissement recevant du public assis de plus de 1000 places, l'arrêté municipal fixant le nombre d'emplacements accessibles</li> </ul> <p>S'il s'agit d'un établissement disposant de locaux d'hébergement destinés au public</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre et caractéristiques des chambres, salles d'eaux et cabinets d'aisance accessibles aux personnes handicapées : taux de ces chambres et locaux par rapport au nombre total de chambre, localisation, répartition par catégories, le cas échéant</li> </ul> <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage ou des douches :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre et caractéristiques des cabines et douches accessibles aux personnes handicapées</li> </ul> <p>S'il s'agit d'un établissement ou une installation comportant des caisses de paiement disposées en batterie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de caisses aménagées pour être accessibles aux personnes handicapées et leur localisation</li> </ul>	10	3
<input type="checkbox"/>	<p>Dans le cas d'un parking de plus de 500 places, couvert ou non, dépendant d'un établissement recevant du public ou d'une installation ouverte au public :</p> <p>Arrêté municipal prévu à l'article 3 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006 (NOR : SOCU0611478A) fixant le nombre de places de stationnement automobile adaptées et réservées</p>	11	3
<input type="checkbox"/>	La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification	12	3

### 3 - Dossier destiné à la vérification de la demande de validation de l'Ad'ap

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input type="checkbox"/> Si le propriétaire ou l'exploitant de cet établissement est une collectivité territoriale ou un établissement public, la délibération de, respectivement, son organe délibérant ou son conseil d'administration l'autorisant à présenter la demande de validation de l'agenda	13	3
<input type="checkbox"/> Si le propriétaire ou l'exploitant de cet établissement est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale, les modalités de la politique d'accessibilité menée sur le territoire et tout particulièrement les concertations menées avec les représentants des commerçants sur les questions de voirie et d'accès de leurs établissements recevant du public	14	3
<input type="checkbox"/> Si des concertations ont été menées pendant l'élaboration de l'agenda avec les partenaires du projet, dont notamment les associations de personnes handicapées, les comptes-rendus des dites concertations	15	3
<input type="checkbox"/> En cas de co-signataires, les engagements financiers de chacun d'eux.	16	3



# TABLEAU DES EFFECTIFS PAR NIVEAU ET PAR PROGRAMME

## COMMERCE – RESTAURANT/BOWLING

Niveau	Surface accessible au public		Effectif public	Personnel du public	Effectif cumulé
R+1	Espace zone d'attente	130 m²	130		
	Bowling	8 pistes de bowling	80		
Cumulé R+1			210	6	216
RDC	Espace restauration assise	346 m²	346		346
	Espace Bar Restauration debout (à raison de 2personne/m²)	45 m²	90		90
Cumulé RDC			<b>436</b>	20	<b>456</b>
Total ERP			<b>646</b>	<b>26</b>	<b>672</b>

L'établissement sera classé en ERP de type P et N, susceptible d'accueillir 672 personnes maximum : il sera de 3<sup>ème</sup> catégorie.

## MAISON S'ASSISTANTES MATERNELLES :

Il s'agit d'un simple RdC susceptible d'accueillir 16 berceaux maximum avec 4 assistantes maternelles.

L'effectif est de 20 personnes.

L'établissement sera classé en ERP de type r de 5<sup>ème</sup> catégorie.

## RESIDENCE HOTELIERE A VOCATION SOCIALE :

La résidence hôtelière à vocation sociale accueillera un effectif de :

Niveau	Nombre de chambre	Effectif public	Personnel	Effectif cumulé
R+9	15	15		15
R+8	15	15		30
R+7	15	30		60
R+6	15	29		89
R+5	<b>Logement foyer Résidence Mobilité</b> <b>3<sup>ème</sup> famille A</b>			
R+4				
R+3				
R+2				
R+1				
RDC	00	00		<b>89</b>
<b>Total ERP</b>			<b>10</b>	<b>99</b>

**L'établissement sera classé en ERP de type O**, susceptible d'accueillir **99** personnes maximum : il sera de 5<sup>ème</sup> catégorie.